



LES DROITS DES FONCTIONNAIRES

Le fonctionnaire, garant des valeurs du service public, se doit d'être exemplaire. L'employeur public est aussi tenu à l'exemplarité et le fonctionnaire bénéficie de garanties dans l'exercice de ses missions. Le titre 1^{er} du statut général des fonctionnaires, constitué de la loi du 13 juillet 1983 (loi Le Pors), précise les devoirs, la déontologie mais aussi les droits des fonctionnaires. Ces droits, devoirs et règles déontologiques s'appliquent à l'ensemble des agents publics (fonctionnaire stagiaire et titulaire, agent contractuel de droit public). La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a modifié et complété certains droits des fonctionnaires.

1 Les garanties pour le fonctionnaire

Les articles 6 bis à 6 sexies de la loi Le Pors modifiée rappellent les principes d'égalité de traitement à l'égard des personnes en situation de handicap, entre les femmes et les hommes et posent des garanties de non-discrimination pour le fonctionnaire. En outre, la protection du fonctionnaire en cas de harcèlement moral ou sexuel est affirmée. Enfin, le lanceur d'alerte fait l'objet d'une protection spécifique (art. 6 terA loi Le Pors modifiée).

2 Synthèse des droits des fonctionnaires

| | |
|--|---|
| <p>Droit à la liberté d'opinion et d'expression (art. 6 loi Le Pors modifiée)</p> | <p>Le fonctionnaire garde sa liberté de pensée politique, religieuse, philosophique. Ce droit est à concilier avec le devoir de réserve.</p> <p>« Aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leur patronyme, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race.</p> <p>Toutefois des distinctions peuvent être faites afin de tenir compte d'éventuelles inaptitudes physiques à exercer certaines fonctions.</p> <p>De même, des conditions d'âge peuvent être fixées, d'une part, pour le recrutement des fonctionnaires dans les corps, cadres d'emplois ou emplois conduisant à des emplois classés dans la catégorie active au sens de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite, d'autre part, pour la carrière des fonctionnaires lorsqu'elles résultent des exigences professionnelles, justifiées par l'expérience ou l'ancienneté, requises par les missions qu'ils sont destinés à assurer dans leur corps, cadre d'emplois ou emploi.</p> <p>Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la rémunération, la formation, l'évaluation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire en prenant en considération :</p> <p>1° Le fait qu'il a subi ou refusé de subir des agissements contraires aux principes énoncés au deuxième alinéa du présent article ;</p> <p>2° Le fait qu'il a formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire respecter ces principes ;</p> <p>3° Ou bien le fait qu'il a témoigné d'agissements contraires à ces principes ou qu'il les a relatés.</p> <p>Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder aux agissements définis ci-dessus. »</p> |
| <p>Droit syndical (art. 8, 8 bis et 23 bis loi Le Pors modifiée)</p> | <p>« Le droit syndical est garanti aux fonctionnaires. Les intéressés peuvent librement créer des organisations syndicales, y adhérer et y exercer des mandats. Ces organisations peuvent ester en justice. Elles peuvent se pourvoir devant les juridictions compétentes contre les actes réglementaires concernant le statut du personnel et contre les décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs des fonctionnaires. »</p> <p>Le fonctionnaire peut bénéficier d'autorisations spéciales d'absence (en fonction des nécessités du service), de congés pour formation syndicale, de décharges d'activité de service.</p> |

| | |
|---|--|
| Droit de participation (droits sociaux) (art. 9 loi Le Pors modifiée) | Le fonctionnaire peut, par l'intermédiaire des délégués siégeant dans des organismes consultatifs (CSFPT, CAP, CT, CHSCT...), participer à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires et à l'examen des décisions individuelles relatives à la carrière des fonctionnaires. |
| Droit de grève (art. 10 loi Le Pors modifiée) | « Les fonctionnaires exercent le droit de grève dans le cadre des lois qui le réglementent. » Le législateur organise l'exercice du droit de grève dans la fonction publique car ce droit est à concilier avec le principe de continuité du service public. |
| Droit à rémunération (art. 20 loi Le Pors modifiée) | Le fonctionnaire a droit, après service fait, à une rémunération. Elle comprend le traitement (fixé en fonction du grade de l'agent et de l'échelon auquel il est parvenu ou de l'emploi auquel il a été nommé), l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. Les indemnités peuvent tenir compte des fonctions et des résultats professionnels des agents ainsi que des résultats collectifs des services. |
| Droit à la formation (art. 22 loi Le Pors modifiée) | <ul style="list-style-type: none"> - En début de carrière, le fonctionnaire bénéficie d'une formation d'intégration. Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est reconnu aux fonctionnaires. Ils peuvent être tenus de suivre des actions de formation professionnelle dans les conditions fixées par les statuts particuliers. - Sans préjudice des actions de formation professionnelle prévues par les statuts particuliers, tout agent bénéficie chaque année, en fonction de son temps de travail, d'un droit individuel à la formation qu'il peut invoquer auprès de toute administration à laquelle il se trouve affecté. Ce droit est mis en œuvre à l'initiative de l'agent en accord avec son administration. Celle-ci prend en charge les frais de formation. Les actions de formation suivies au titre du droit individuel à la formation peuvent avoir lieu, en tout ou partie, en dehors du temps de travail. Dans ce cas, les agents bénéficiaires perçoivent une allocation de formation. - Les fonctionnaires peuvent également bénéficier de périodes de professionnalisation comportant des actions de formation en alternance et leur permettant soit d'exercer de nouvelles fonctions au sein d'un même corps ou cadre d'emplois, soit d'accéder à un autre corps ou cadre d'emplois. |
| Droit à la protection fonctionnelle (art. 11 loi Le Pors modifiée) | <ul style="list-style-type: none"> - Le fonctionnaire qui, à l'occasion ou en raison de ses fonctions, est poursuivi devant une juridiction ou s'il est victime (menaces, violences, injures...), bénéficie d'une protection de l'administration dont il dépend. L'administration lui apporte une assistance juridique et, sous certaines conditions (absence de faute personnelle détachable du service...), couvre les condamnations civiles prononcées contre l'agent public poursuivi par un tiers pour une faute de service. - Le législateur de 2016 : <ul style="list-style-type: none"> • a introduit le harcèlement moral dans la définition des actes pouvant donner lieu à la protection fonctionnelle ; • a élargi le bénéfice de la protection fonctionnelle à la famille du fonctionnaire. |

| | |
|---|--|
| Droit à la protection de la santé (art. 23 loi Le Pors modifiée) | <p>« Des conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver leur santé et leur intégrité physique sont assurées aux fonctionnaires durant leur travail. »</p> <p>Dans la FPT, en application du décret n° 85-603 du 10 juin 1985, les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité. En conséquence, les agents territoriaux bénéficient du droit à congé maladie, du droit au reclassement en cas d'incapacité de l'agent à occuper ses fonctions, du droit d'obtenir l'indemnisation de l'intégralité des préjudices subis par un agent victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. De plus, l'agent bénéficie du droit de retrait s'il a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection.</p> |
| Droit à la mobilité (art. 14 loi Le Pors modifiée) | <ul style="list-style-type: none"> - L'accès des fonctionnaires de l'État, des fonctionnaires territoriaux et des fonctionnaires hospitaliers aux deux autres fonctions publiques ainsi que leur mobilité au sein de chacune de ces trois fonctions publiques constituent des garanties fondamentales de leur carrière. - Le fonctionnaire a le droit de changer d'affectation soit au sein de sa collectivité soit vers une autre collectivité (mutation). - Le détachement, la mise à disposition de l'agent, l'intégration directe sont des modalités de mobilité entre les fonctions publiques. |
| Droit à congé (art. 21 loi Le Pors modifiée) | <p>Les fonctionnaires ont droit à des congés : annuels, de maladie, de maternité et des congés liés aux charges parentales, de formation professionnelle, pour validation des acquis de l'expérience, pour bilan de compétences, pour formation syndicale.</p> |
| Droit au conseil déontologique (art. 28 bis loi Le Pors modifiée) | <p>« Tout fonctionnaire a le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés aux articles 25 à 28 loi Le Pors modifiée. Cette fonction de conseil s'exerce sans préjudice de la responsabilité et des prérogatives du chef de service. »</p> |